LLAMADO URGENTE - Tercero de febrero de 2025

**NIGER**

**Llamada a la liberación del militante de los derechos humanos Moussa Tchangari**

**Moussa Tchangari,** está detenido en el Níger desde el 3 de diciembre de 2024. Esta detención es el resultado de sus actividades legítimas en favor de los derechos humanos y de la promoción del estado de derecho en su país. Moussa Tchangari es un militante emblemático de los derechos humanos en el Níger. Desde hace decenios, estudia y se informa para su compromiso en el seno de la organización *Alternativas de los Espacios Ciudadanos (AEC)*, de la cual es el secretario general. Esta asociación nigeriana busca la justicia social, la democracia y los derechos de las poblaciones marginalizadas. El 3 de diciembre de 2024, Moussa Tchangari fue detenido en su domicilio de Niamey por hombres armados de paisano. Fue llevado por la fuerza, sin orden de detención, a un lugar desconocido. Durante dos días, estuvo incomunicado. El 5 de diciembre, fue localizado en el Servicio Central de Lucha Contra el Terrorismo y la Criminalidad Transfronteriza Organizada (SCLCT/CTO).

Moussa Tchangari ha sido detenido poco después de su regreso de un viaje internacional, donde participó en conferencias sobre la defensa de los derechos humanos. En ellas, criticó decisiones tomadas por la junta militar en el poder, como la pérdida de la nacionalidad por ciudadanos quizá ligados al antiguo presidente. Antes, había criticado también públicamente la gestión de las libertades fundamentales por las autoridades, especialmente sobre restricciones al derecho de asociación.

**Acusaciones imprecisas para hacerlo callar**

Moussa Tchangari está acusado «*de apología del terrorismo, de asociación de malhechores en relación con el terrorismo, de atentado a la seguridad del Estado, de atentado a la defensa nacional y de inteligencia con potencias enemigas*». Estas graves acusaciones son penables con fuertes penas que pueden llegar hasta diez años de cárcel y que reposan sobre bases jurídicas flojas, especialmente la ordenanza de agosto de 2024 sobre el terrorismo. Moussa Tchangari está preso en la cárcel de Filingué, una prisión situada a unos 200 km al nordeste de la capital Niamey.

**El contexto**

El 26 de julio de 2023, el presidente democráticamente elegido Mohamed Bazoum fue derrocado por un golpe de Estado dirigido por el jefe de la Guardia Presidencial, el general Abdourahamane Tiani, que se autoproclamó Presidente. Justificándolo con un pretendido mal gobierno y una degradación de la seguridad, ha conducido a un endurecimiento autoritario del poder.

**Un contexto de inseguridad marcado por un deterioro de los derechos humanos**

Después del golpe de Estado, las libertades fundamentales han quedado severamente restringidas. Las autoridades militares han reprimido la oposición, suspendidas las actividades de los partidos políticos y detenido figuras políticas y miembros del antiguo gobierno. Las libertades de expresión, asociación y prensa están igualmente comprometidas. Periodistas, defensores de derechos humanos y activistas sufren detenciones arbitrarias y amenazas, en un clima de miedo y autocensura. En abril de 2024, Ousmane Toudou, un periodista crítico ante la junta, fue detenido por «*complot contra la seguridad del Estado*». También, organizaciones de la sociedad civil, como la Casa de la Prensa, han visto la suspensión de actividades. El 29 de mayo de 2024, el ministro de Justicia y Derechos Humanos publicó una circular suspendiendo toda visita de organizaciones de defensa de derechos humanos a cárceles «*hasta nueva orden*», en violación del derecho nacional e internacional de derechos humanos.

Adjuntamos dos propuestas de carta (sellos de 1,95 y 1,85 euros)

Fax de la embajada en París: 33 145 048 060

**CARTAS A ENVIAR**

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , . . . Février 2025

**Général Abdourahamane Tiani**

Président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP)

Boulevard de la République, Niamey

BP 622, Niger

**Objet : Appel à la libération immédiate et inconditionnelle de Moussa Tchangari**

Monsieur le Président,

À la suite des informations reçues de l'ACAT-France, je me permets de vous écrire pour exprimer ma profonde préoccupation concernant l'arrestation de Moussa Tchangari, secrétaire général de l'organisation Alternatives Espaces Citoyens (AEC), survenue le 3 décembre 2024, ainsi que sa détention arbitraire actuelle.

Moussa Tchangari est une figure emblématique de la défense des droits humains au Niger. Depuis des décennies, il milite avec courage pour la justice sociale, la démocratie et les droits des populations marginalisées. Son engagement est largement reconnu tant au niveau national qu'international.

Les circonstances de son arrestation soulèvent de graves inquiétudes. Il a été arrêté sans mandat à son domicile par des hommes armés en civil et a été détenu au secret pendant deux jours avant d'être localisé au sein du Service central de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée (SCLCT/CTO).

Actuellement incarcéré à la prison de Filingué, Moussa Tchangari fait face à des accusations graves, telles que l'apologie du terrorisme, l'atteinte à la sûreté de l'État et l'intelligence avec des puissances ennemies. Ces accusations, qui pourraient entraîner de lourdes peines, semblent viser à le faire taire. Les activités de Moussa Tchangari en faveur des droits humains ne sauraient être considérées comme des crimes ; elles relèvent de l'exercice légitime de la liberté d'expression et de la défense de valeurs universelles. La criminalisation de ses actions constitue une atteinte directe aux engagements du Niger en matière de respect des droits humains, tels qu'inscrits dans la Constitution nigérienne et dans les instruments juridiques internationaux ratifiés par le pays.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir donner des instructions pour :

* Procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de Moussa Tchangari.
* Garantir sa sécurité et son intégrité physique durant toute la procédure.
* Mettre fin à toutes les poursuites judiciaires iniques engagées à son encontre.

En tant que pays signataire de conventions relatives aux droits humains, le Niger a l'obligation de protéger ces droits et de garantir que ses citoyens puissent s'exprimer librement, sans crainte de représailles.

J'espère que ma requête retiendra toute votre attention et que vous agirez en conséquence pour garantir le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens.

Dans cet espoir, je vous prie d’agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Signature :

Nom :

Adresse :

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , . . . Février 2025

**Monsieur l’Ambassadeur du Niger**

154, rue de Longchamp

75116 PARIS

Francia

**Objet : Appel à la libération immédiate et inconditionnelle de Moussa Tchangari**

Monsieur l’Ambassadeur,

À la suite des informations reçues de l'ACAT-France, je me permets de vous écrire pour exprimer ma profonde préoccupation concernant l'arrestation de Moussa Tchangari, secrétaire général de l'organisation Alternatives Espaces Citoyens (AEC), survenue le 3 décembre 2024, ainsi que sa détention arbitraire actuelle.

Moussa Tchangari est une figure emblématique de la défense des droits humains au Niger. Depuis des décennies, il milite avec courage pour la justice sociale, la démocratie et les droits des populations marginalisées. Son engagement est largement reconnu tant au niveau national qu'international.

Les circonstances de son arrestation soulèvent de graves inquiétudes. Il a été arrêté sans mandat à son domicile par des hommes armés en civil et a été détenu au secret pendant deux jours avant d'être localisé au sein du Service central de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée (SCLCT/CTO).

Actuellement incarcéré à la prison de Filingué, Moussa Tchangari fait face à des accusations graves, telles que l'apologie du terrorisme, l'atteinte à la sûreté de l'État et l'intelligence avec des puissances ennemies. Ces accusations, qui pourraient entraîner de lourdes peines, semblent viser à le faire taire. Les activités de Moussa Tchangari en faveur des droits humains ne sauraient être considérées comme des crimes ; elles relèvent de l'exercice légitime de la liberté d'expression et de la défense de valeurs universelles. La criminalisation de ses actions constitue une atteinte directe aux engagements du Niger en matière de respect des droits humains, tels qu'inscrits dans la Constitution nigérienne et dans les instruments juridiques internationaux ratifiés par le pays.

En conséquence, je vous demande de prendre les dispositions appropriées auprès de la présidence du gouvernement du Niger, a fin de :

* Procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de Moussa Tchangari.
* Garantir sa sécurité et son intégrité physique durant toute la procédure.
* Mettre fin à toutes les poursuites judiciaires iniques engagées à son encontre.

En tant que pays signataire de conventions relatives aux droits humains, le Niger a l'obligation de protéger ces droits et de garantir que ses citoyens puissent s'exprimer librement, sans crainte de représailles.

J'espère que ma requête retiendra toute votre attention et que vous agirez en conséquence pour garantir le respect des droits fondamentaux de tous les citoyens.

Dans cet espoir, je vous prie d’agréer, Monsieur l’Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.

Signature :

Nom :

Adresse :

**TRADUCCIÓN DE LAS CARTAS** . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , . . . febrero 2025

**General Abdourahamane Tiani**

Presidente del Consejo Nacional para la Salvaguardia de la Patria (CNSP)

Boulevard de la République, NIAMEY

BP 622, Niger

**Objeto: Llamada a la liberación inmediata e incondicional de Moussa Tchangari**

Sr. presidente:

Conociendo los hechos por informaciones recibidas de la ACAT-France, me permito escribirle, para expresarle mi profunda preocupación por la detención de **Moussa Tchangari**, secretario general de la organización Alternativas Espacios Ciudadanos (AEC), sucedida el 3 de diciembre de 2024.

**Moussa Tchangari** es una figura emblemática de la defensa de los derechos humanos en Níger. Desde hace decenios, milita con coraje por la justicia social, la democracia y los derechos de las poblaciones marginalizadas. Su compromiso está ampliamente reconocido tanto a nivel nacional como a nivel internacional.

Las circunstancias de su detención plantean inquietudes graves. Fue detenido en su domicilio, sin orden de detención, por hombres armados de paisano, y ha estado incomunicado durante dos días, antes de ser localizado en el Servicio Central de Lucha contra el Terrorismo y la Criminalidad Transfronteriza Organizada (SCLCT/CTO).

Encarcelado actualmente en la prisión de Filingué, **Moussa Tchangari** se enfrenta a acusaciones graves, como las de apología del terrorismo, atentado a la seguridad del Estado y de inteligencia con potencias enemigas. Estas acusaciones, que podrían comportar penas muy fuertes, parecen destinadas a hacerlo callar. Las actividades de **Moussa Tchangari** en favor de los derechos humanos no deberían ser consideradas como crímenes; derivan del ejercicio legítimo de la libertad de expresión y de la defensa de valores universales. La criminalización de estas acciones constituye un atentado directo a los compromisos de Níger en materia de respeto de los derechos humanos, tal como están inscritos en la Constitución del Níger y en los instrumentos jurídicos internacionales ratificados por el país.

En consecuencia, le pido que quiera dar las instrucciones necesarias para:

* Proceder a la liberación inmediata e incondicional de **Moussa Tchangari**.
* Garantizar su seguridad y su integridad física durante todo el procedimiento.
* Poner fin a todos los procedimientos judiciales inicuos abiertos contra él.

En tanto que país signatario de convenciones relativas a los derechos humanos, Níger tiene la obligación de proteger estos derechos y de garantizar que sus ciudadanos puedan expresarse libremente, sin temor de represalias.

Espero que mi petición retendrá su atención y que actuará en consecuencia para garantizar el respeto de los derechos fundamentales de todos los ciudadanos.

Reciba, Sr. presidente del Consejo Nacional, mis más respetuosos saludos.

Firma:

Nombre:

Dirección:

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . , . . . febrero 2025

**Monsieur l’Ambassadeur du Níger**

154, rue de Longchamp

75116 PARIS

França

**Objeto: Llamada a la liberación inmediata e incondicional de Moussa Tchangari**

Sr. Embajador:

Conociendo los hechos por informaciones recibidas de la ACAT-France, me permito escribirle, para expresarle mi profunda preocupación por la detención de **Moussa Tchangari**, secretario general de la organización Alternativas Espacios Ciudadanos (AEC), sucedida el 3 de diciembre de 2024.

**Moussa Tchangari** es una figura emblemática de la defensa de los derechos humanos en Níger. Desde hace decenios, milita con coraje por la justicia social, la democracia y los derechos de las poblaciones marginalizadas. Su compromiso está ampliamente reconocido tanto a nivel nacional como a nivel internacional.

Las circunstancias de su detención plantean inquietudes graves. Fue detenido en su domicilio, sin orden de detención, por hombres armados de paisano, y ha estado incomunicado durante dos días, antes de ser localizado en el Servicio Central de Lucha contra el Terrorismo y la Criminalidad Transfronteriza Organizada (SCLCT/CTO).

Encarcelado actualmente en la prisión de Filingué, **Moussa Tchangari** se enfrenta a acusaciones graves, como las de apología del terrorismo, atentado a la seguridad del Estado y de inteligencia con potencias enemigas. Estas acusaciones, que podrían comportar penas muy fuertes, parecen destinadas a hacerlo callar. Las actividades de **Moussa Tchangari** en favor de los derechos humanos no deberían ser consideradas como crímenes; derivan del ejercicio legítimo de la libertad de expresión y de la defensa de valores universales. La criminalización de estas acciones constituye un atentado directo a los compromisos de Níger en materia de respeto de los derechos humanos, tal como están inscritos en la Constitución del Níger y en los instrumentos jurídicos internacionales ratificados por el país.

En consecuencia, Sr. Embajador, le pido que quiera hacer las gestiones necesarias ante el Sr. presidente del Consejo Nacional para que quiera dar las instrucciones necesarias para:

* Proceder a la liberación inmediata e incondicional de **Moussa Tchangari**.
* Garantizar su seguridad y su integridad física durante todo el procedimiento.
* Poner final a todos los procedimientos judiciales inicuos abiertos contra él.

En tanto que país signatario de convenciones relativas a los derechos humanos, Níger tiene la obligación de proteger estos derechos y de garantizar que sus ciudadanos puedan expresarse libremente, sin temor de represalias.

Espero que mi petición retendrá vuestra atención y que actuará en consecuencia para garantizar el respeto de los derechos fundamentales de todos los ciudadanos.

Reciba, Sr. Embajador, mis más respetuosos saludos.

Firma:

Nombre:

Dirección: